

La coopération scientifique et le dialogue interdisciplinaire et intersectoriel dans le réseau de filières francophones en Europe Centrale et Orientale

Corina CILIANU-LASCU¹

Résumé

Le projet « La mise en réseau et le développement des filières francophones en économie adaptées aux exigences du marché du travail par la formation, la coopération scientifique et le dialogue interdisciplinaire et intersectoriel », porté par l'Académie d'Études Économiques de Bucarest en réponse à l'Appel à projets à la formation francophone en 2012, a réuni, selon leurs intérêts stratégiques communs de développement des formations francophones non-linguistiques, un consortium de cinq universités, dont quatre de la région de l'Europe Centrale et Orientale : l'Académie d'Études Économiques de Bucarest, directrice du projet Corina Cilianu-Lascu, l'Académie d'Études Économiques de Chişinău, coresponsable du projet Gheorghe Moldovanu, l'Université d'État d'Économie et de Finances de Saint-Pétersbourg, coresponsable du projet Olga Freidson, l'Université « Alecu Russo » de Bălţi, coresponsable du projet Liliana Gheorghişă, et une université française, l'Université d'Artois, coresponsable du projet Jean-Marc Mangiante.

Cette présentation comprend la description détaillée du projet afin de souligner l'importance de ses enjeux, la complexité de ses objectifs, les difficultés de sa mise en application, ainsi que les moyens de mettre en valeur et de pérenniser ses résultats.

Corollaire de tout ceci, les interventions au Colloque de clôture du projet représentent le fruit de la recherche scientifique des enseignants-chercheurs des universités du consortium autour de la problématique de l'amélioration de la formation aux savoir-faire académiques et professionnels dans le réseau des filières francophones en économie.

Mots-clés : filière francophone en économie, formation, Français sur objectifs spécifiques, Français sur objectifs universitaires, collaboration interdisciplinaire et intersectorielle

1. Introduction

La formation et la formation à la recherche en langue française dans tous les champs disciplinaires sont des actions privilégiées par le Bureau Europe centrale et orientale suite à la concertation avec la communauté scientifique de la région. L'Agence universitaire de la

¹ Professeur des universités, Académie d'Études Économiques de Bucarest, Département des Langues Modernes et Communication en Affaires, Bucarest, Roumanie

francophonie a lancé en 2012 un Appel à projets pour soutenir des consortiums universitaires constitués à cet effet.

L'internationalisation des formations supérieures en Europe par les filières en langues étrangères qui soutiennent l'accroissement de la mobilité étudiante liée aux décisions des instances européennes est un facteur important de la dynamique des échanges économiques et socioculturels. L'enseignement supérieur européen doit préparer des cadres adaptés à la nouvelle donne politique, économique et culturelle qu'est l'Europe actuelle.

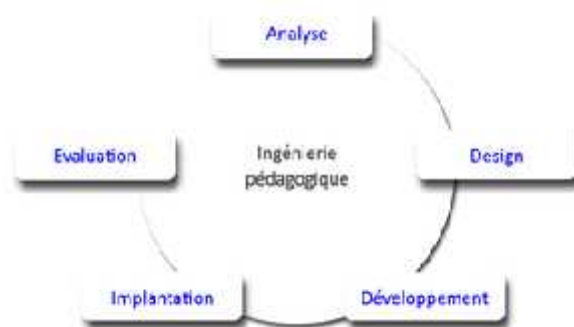
Dans le cadre des choix institutionnels de politique linguistique des filières en langues étrangères en Europe, par des formations professionnalisantes qui visent la formation des praticiens utiles au développement de leur pays, les filières en économie et gestion occupent une place importante.

Certaines analyses officielles apprécient hautement la qualité académique des cours dispensés, le professionnalisme pédagogique et organisationnel et la légitimité académique du diplôme décerné.

En dépit de ces évaluations optimistes de l'impact social positif de ces filières (insertion professionnelle des diplômés, diffusion des langues/cultures, possibilité d'attirer des étudiants Erasmus et d'accroître la visibilité internationale des universités d'accueil), plusieurs sondages auprès des étudiants de la filière francophone de l'Académie d'Études Économiques de Bucarest et des entreprises bénéficiaires, tout comme notre collaboration avec les collègues d'autres filières francophones en économie, parmi lesquels ceux de l'Académie d'Études Économiques de Chişinău et de l'Université d'État d'Économie et de Finances de Saint-Pétersbourg, pendant et après nos stages de FOS de 2006-2007 nous ont obligés à relativiser cet optimisme. Notre participation commune à des stages de formation en FLE et FOS (Bucarest, 1992, 2006-2007), à des conférences ou à des congrès internationaux des professeurs de français (Arras, 2007, Athènes, 2010, Prague, 2011, Chişinău, 2012, etc.) nous a permis de nous connaître réciproquement et de découvrir nos besoins communs et notre complémentarité.

L'Appel de l'AUF a constitué une chance pour mettre sur pied un projet destiné à constituer un consortium en vue du développement des filières francophones en économie adaptées aux exigences du marché du travail par la formation, la coopération scientifique et le dialogue interdisciplinaire et intersectoriel.

Fruit de nos réflexions théoriques et méthodologiques depuis la création de nos filières francophones et de notre collaboration, ce projet a parcouru, d'une manière ou d'une autre, toutes les étapes de l'ingénierie pédagogique :



(Cf. http://fr.wikipedia.org/wiki/Ing%C3%A9nierie_p%C3%A9dagogique)

Après une phase d'analyse du projet par un examen circonstancié de la situation d'enseignement/apprentissage dans chacune des filières francophones de notre consortium grâce aux résultats de nos enquêtes et de nos réunions de travail, nous avons établi *un diagnostic préliminaire* qui nous a aidés à nous mettre d'accord sur *les objectifs généraux et spécifiques du projet de formation, les stratégies et les techniques pédagogiques* à prendre en considération. Pour ce faire, nous avons mis à profit les nouveaux acquis en sciences du langage, communication, socio-psychologie, pédagogie, didactique des langues de spécialité. Enfin, dans *la phase de développement*, nous avons conçu *le référentiel des compétences langagières et professionnelles* afin d'établir les contenus d'enseignement / apprentissage et d'envisager les stratégies d'enseignement / apprentissage, donc la programmation didactique et méthodologique. En même temps, nous avons organisé les *activités de formation des publics cibles, enseignants-chercheurs et étudiants*, ainsi que *l'élaboration des matériels didactiques* nécessaires au dispositif de formation à mettre en place, tant pour les cours de français que pour les cours de spécialité économique. Amorcées pendant le projet, les phases d'*implantation* et d'*évaluation* des résultats seront continuées dans les années à venir.

2. Description du projet

2.1. *État des lieux, audit diagnostic, justificatifs*

Après un apprentissage captif du français au lycée, dans la plupart des cas débutants en économie, les étudiants des filières francophones de nos pays suivent leurs cours des disciplines économiques directement en français, ce qui implique des besoins et des objectifs spécifiques. Le recrutement des étudiants se fait différemment dans nos universités, et leur niveau de connaissance du français varie entre A2, B2 ou C1 (pour des détails sur les recherches préliminaires, voir Cilianu-Lascu, 2010).

Dans la majorité des cas, les cours sont dispensés par des enseignants autochtones pour les disciplines non linguistiques. Cela implique dans certains cas des lacunes linguistiques en français et *un manque généralisé de communication réelle, de concertation et de collaboration bénéfique entre les enseignants de français et les enseignants des disciplines économiques*. C'est un des volets principaux du projet en vue de pallier à cette lacune ayant des conséquences négatives pour la qualité de la formation.

Les plans d'enseignement de nos universités comprennent un nombre différent de cours de français pendant la licence, pour des groupes nombreux et très hétérogènes du point de vue du niveau de langue.

En dépit des différences, nous nous heurtons à peu près aux mêmes types de difficultés: *assez faible niveau de départ en français, acquisition des savoirs disciplinaires en économie directement en français, déjà mal maîtrisé en tant que langue standard, sans une formation préalable en langue maternelle, contraintes institutionnelles quant à la composition des groupes et au nombre de cours de français*.

Si la maîtrise de la terminologie économique représente déjà un objectif explicite de formation à Saint-Pétersbourg et à Chişinău, ce qui n'est pas le cas à Bucarest, *un travail de recherche et d'élaboration d'outils terminologiques plurilingues par des équipes interdisciplinaires* tout comme *la conception de la place* que cet aspect doit occuper dans la formation se font réellement sentir.

En même temps, une analyse minutieuse des contenus d'enseignement dévoile les carences du système: *la pauvreté de la communication professionnelle* car la langue étrangère est utilisée surtout comme *outil fonctionnel de communication de savoirs disciplinaires sans inclure le côté interculturel et identitaire, sans une conception cohérente des relations entre*

connaissances, savoirs et compétences (savoirs professionnels et langagiers) / *savoir-faire* (actif, discursif, procédural) / *savoir-être, savoir-vivre* (Defays, 2003 : 155-166). Même si dans nos quatre universités il y a des cours de management interculturel, nous devons constater une prise en charge insuffisamment ciblée des contenus et des techniques d'enseignement/apprentissage des savoir-être et des savoir-vivre nécessaires à *l'adaptation rapide des futurs spécialistes en économie à un milieu plurilingue et multiculturel*.

Toutes ces remarques exigent un examen plus circonstancié de l'enseignement du français et en français et des mesures institutionnelles et professionnelles pour faire accroître l'efficacité de ces formations :

- Le réseau de relations interuniversitaires joue un rôle très important dans *la collaboration scientifique* des concepteurs de curricula et de matériels didactiques et dans *la motivation des étudiants* pour l'apprentissage du français car les différents types d'accords des universités de la région et les universités françaises facilitent les mobilités des étudiants roumains, moldaves et russes vers la France. Pourtant, dans le cadre des filières francophones, le nombre de candidats est nettement inférieur à celui des candidats des filières anglophones et germanophones et diminue d'une année à l'autre, au moins à Bucarest.

- *L'internationalisation des formations* correspond aux *nécessités des mobilités des étudiants* mais aussi aux *exigences du marché du travail* du côté de *l'adaptation rapide des professionnels* à la culture d'entreprise spécifique. Comme la politique linguistique de beaucoup d'entreprises à capital français implantées dans nos pays n'est pas toujours faite pour soutenir vraiment la francophonie, nous devons entamer un *dialogue constructif* entre le *milieu universitaire* et le *milieu entrepreneurial* pour que nos étudiants correspondent aux exigences actuelles du marché du travail.

- Cette formation intégralement ou partiellement en français représente pour nos étudiants l'opportunité de mieux connaître cette langue à travers leurs disciplines de spécialité, en sciences socio-économiques dans notre cas, en vue d'obtenir *une bourse d'études à l'étranger* et/ou de *se faire embaucher dans des sociétés multinationales ou nationales* où la connaissance des langues étrangères représentent un atout considérable.

- En même temps, ces filières sont fréquentées aussi par les étudiants qui bénéficient d'une bourse d'études dans un pays dont ils ne connaissent pas la langue nationale. Vu que ces étudiants représentent une possibilité de développement des formations de licence et des masters en

français, notre projet se propose de *consolider la dimension régionale de nos filières et d'augmenter leur attractivité*.

- Les nouvelles méthodes d'enseignement, communicatives et cognitives à la fois, si elles sont réellement appliquées, ont changé les rapports – *statuts, rôles, responsabilités* – entre l'enseignant et l'apprenant en tant que partenaires actifs de la formation. L'efficacité des filières en français dépend aussi des *rappports réels et directs avec le monde-cible* au travers des autochtones, en immersion ou non.

- L'intervention des autres acteurs de ces filières est tout aussi importante: les employeurs des apprenants (*valorisation de l'enseignement*), la direction de l'institution, les collègues (*ouverture extra-scolaire, projets communs*), la politique linguistique des institutions d'enseignement supérieur et celle des entreprises.

2.2. Objectifs du projet

Les résultats de ce projet sont destinés à nos étudiants en licence et ultérieurement en master, qui, après le baccalauréat, sont en train de se former en économie en milieu universitaire, dans le cadre de la filière francophone de nos universités.

Compte tenu des similarités et des différences entre les filières de Bucarest, Saint-Pétersbourg, Chişinău, des compétences et de l'expérience des collègues d'Arras dans l'enseignement du FOS/FOU, *l'objectif général du projet* est, comme son titre l'indique, la mise en réseau et le développement des filières francophones en économie adaptées aux exigences du marché du travail par la formation, la coopération scientifique et le dialogue interdisciplinaire et intersectoriel. En fait, nous nous proposons de *consolider la dimension régionale et d'améliorer notre offre de formation et la rendre plus visible au niveau national et international*.

Pour y parvenir, les *objectifs stratégiques* de l'Agence universitaire de la francophonie dans sa programmation quadriennale 2010-2013 sont essentiels, à savoir:

- *soutenir les stratégies de développement des établissements membres*
- *faire de la communauté scientifique francophone une référence sur la scène internationale*
- *former une génération d'enseignants-chercheurs, d'experts et de professionnels*

D'une manière spécifique, ce projet de formation vise :

- la création d'une *dynamique régionale* des filières francophones économiques par leur *adaptation à l'environnement socio-économique*
 - *le développement du plurilinguisme*
 - *le renforcement des liens avec le marché du travail* en vue de l'intégration et de l'adaptation des jeunes diplômés à un *milieu plurilingue et multiculturel*.

Ce projet répond aux objectifs de l'AUF par :

- le renforcement des capacités des équipes interdisciplinaires et transfrontalières d'enseignants-chercheurs en vue de l'harmonisation des méthodes et des contenus et du partage d'outils et de documents de référence communs ;
 - l'effort d'examiner la possibilité d'élargissement des champs disciplinaires du réseau des formations francophones par la mise en place de nouvelles filières au niveau de la licence et/ou d'un master en co-diplomation ;
 - la publication des résultats de la recherche interdisciplinaire et de la production didactique dans la région de l'Europe Centrale et Orientale.

L'efficacité et l'efficience des filières francophones impliquent la responsabilité partagée de chaque acteur impliqué : l'institution de formation, les enseignants et les étudiants au niveau local, mais aussi la collaboration nationale et internationale. Une politique européenne et nationale cohérente quant à ces formations s'avère extrêmement nécessaire pour renforcer le *rôle de la diversité linguistique dans la formation de la jeunesse européenne et mondiale où chacun essaie d'apprendre la langue de l'autre, mais surtout à être vraiment compétent et compétitif dans sa profession, autre que les langues.*

Les ressources humaines, matérielles, documentaires créées et mises en commun par ce projet sont capables d'entamer une réforme conceptuelle de l'enseignement francophone économique moyennant le français en rapport avec les disciplines non linguistiques et à démontrer que la maîtrise du français constitue un passeport pour la réussite professionnelle.

2.3. Activités prévues et résultats attendus

Chacune des activités prévues dans le projet contribue à l'accomplissement des objectifs généraux et spécifiques du projet comme suit :

1. *es quatre réunions de pilotage* ont des objectifs communs mais aussi différents, surtout la première et la dernière :

a) La première réunion de pilotage du projet a comme résultats : une meilleure connaissance des partenaires : une présentation individuelle de chaque membre et de la formation francophone qu'il représente ; une analyse des points forts et des points faibles des différentes parties du projet : opportunités à relever, difficultés à prendre en considération ; la répartition des responsabilités de l'équipe du projet ; l'organisation du circuit des informations et des voies de communication périodique et continue entre les membres de l'équipe du projet.

b) Les réunions suivantes font l'objet de l'analyse des activités déroulées pendant la période antérieure et de la réorientation éventuelle des activités à venir par rapport aux résultats de l'étape parcourue

c) La dernière réunion établit le bilan de chaque type d'activité du projet, estime les indicateurs quantitatifs réalisés, évalue la qualité des performances des indicateurs non quantitatifs, envisage les possibilités de continuation de la collaboration du réseau réalisé par le projet : propositions de nouveaux objectifs, recherches de nouvelles sources de financement, etc. ; propose différents moyens de dissémination des compétences acquises pendant le déroulement du projet ; prend en considération l'élargissement du réseau des formations constitué dans leur propre pays ou dans d'autres pays de l'Europe Centrale et Orientale.

Les réunions de pilotage ont des indicateurs de performance qualitative concernant la cohésion et la cohérence du travail de collaboration entre les membres de l'équipe du projet selon une répartition précise et réaliste des tâches ; la gestion du projet ; les évaluations intermédiaires et les prises de décisions quant au déroulement de chaque étape du projet ; la réorientation éventuelle des activités à venir par rapport aux résultats de l'étape parcourue ; une communication efficace ultérieure avec tous les facteurs concernés, y compris les partenaires média pour la promotion et la visibilité des résultats.

2. *Les stages de formation des formateurs* pour les enseignants de français en Français sur Objectifs Universitaires (FOU) et en Français sur

Objectifs Spécifiques (FOS) et pour les enseignants des disciplines économiques en FOU organisés à Bucarest visent le perfectionnement des participants de toutes les universités partenaires aux formations dispensées par les formateurs de l'Université d'Artois, experts en FOS/FOU. Par la suite, des stages similaires sont organisés dans les autres universités membres du consortium (Chişinău et Saint-Petersbourg) et animés, cette fois-ci, par d'autres membres de l'équipe du projet ayant les compétences et l'expérience nécessaires.

Les participants aux stages élaboreront des projets individuels ou collectifs selon la spécificité des domaines qui seront évalués par les formateurs et déboucheront sur des certificats de participation. Ces contributions seront publiées dans les bulletins scientifiques des universités d'accueil ou dans les Actes du Colloque international de clôture du projet.

3. Pendant la première réunion de pilotage, l'équipe du projet a établi la nécessité de bénéficier *des mobilités des étudiants* du Master de spécialité de l'Université d'Artois pour la collecte des données authentiques à utiliser dans la rédaction des matériels didactiques d'enseignement/apprentissage du français dans les universités du consortium et pour la collaboration avec les équipes interdisciplinaires d'enseignants-chercheurs de l'université d'accueil.

4. Comme le projet a été conçu initialement pour un budget beaucoup plus important, les membres de l'équipe ont dû *restreindre les objectifs des missions de coopération scientifique ainsi que le nombre des participants*. Par conséquent, on organise une seule mission de coopération scientifique des membres de l'équipe du projet à l'Université d'Artois qui contribuera à la consolidation de l'équipe et à son perfectionnement professionnel par des échanges d'expérience, des rencontres professionnelles avec les collègues de l'université d'accueil, participation à un symposium international sur le FOU.

Comme pendant cette mission de coopération, les membres de l'équipe ont participé aussi à une réunion de pilotage, les résultats devraient être évalués sur : la constitution d'équipes interdisciplinaires, l'élaboration des contenus à traiter, les bibliographies à utiliser, le calendrier à respecter afin de réaliser dans les délais l'élaboration et la publication des matériels didactiques respectifs.

5. Pour l'élaboration et la publication des matériels didactiques, chacune des équipes d'enseignants-chercheurs décidera de la forme du matériel à réaliser : manuel, support de cours, cahiers d'exercices, dossiers, études de cas.

Un examen plus circonstancié de la complexité du projet et des différentes contraintes a déterminé la réduction du nombre des matériels didactiques à élaborer, tout en couvrant les deux champs généraux, le français et les disciplines économiques. Les activités de coopération interdisciplinaire transfrontalière se sont concentrées sur un cours FOS / FOU et qui comprend aussi des éléments de terminologie économique et sur un manuel de Management des affaires qui inclut différents domaines comme : le management stratégique, le management interculturel, la gestion des ressources humaines, la gestion du changement, le marketing, financement des affaires, négociations, etc.

6. Des *Tables rondes* sont organisées dans chaque pays participant, excepté la France, autour du thème : « Le dispositif de formation des filières francophones en économie de Roumanie, Moldavie, Russie au profit des entreprises – le pluringuisme, enjeu majeur ». Ces tables rondes mettront face à face le milieu universitaire – facteurs de décision, enseignants-chercheurs, et le milieu du travail - professionnels de entreprises francophones de Roumanie, Moldavie et Russie, pour évaluer la mesure dans laquelle le dispositif de formation de la filière francophone du pays respectif correspond aux exigences de la concurrence actuelle sur le marché du travail et aux besoins réels des entreprises bénéficiaires, pour en tirer des conclusions sur les décisions à prendre en vue de l'amélioration de l'enseignement / apprentissage du et en français et du renforcement du dialogue continu entre les deux milieux. Les conclusions de ces débats seront utilisées pendant les réunions de pilotage du projet et les missions de coopération scientifique visant les curricula et les stratégies d'enseignement/ apprentissage pour l'amélioration et l'harmonisation des formations francophones en économie de la région.

Selon les intérêts de recherche applicative des universités partenaires, lors de ces tables rondes on discutera aussi les résultats du projet européen CELAN (*Languages for Competitiveness and Employment*) sur « le rôle des politiques linguistiques des universités et des entreprises dans la performance professionnelle » et la création de la plateforme dédiée au développement du multilinguisme dans les entreprises, ayant pour mission

de créer un réseau pour la compétitivité et l'emploi par des stratégies linguistiques. Le débat sur l'analyse des réponses de 543 entreprises de 29 pays européens (dont 125 de Roumanie) à un questionnaire élaboré par 13 partenaires institutionnels concernant les rapports entre les compétences langagières et les performances professionnelles (EUCA-CEYLAN, 2011) aura des implications directes sur l'élaboration du référentiel des compétences, la sélection des contenus et des techniques d'enseignement du français dans nos universités. D'ailleurs, un débat international autour des rapports entre les besoins des entreprises européennes qui perdent des affaires chaque année en raison de lacunes linguistiques et interculturelles a déjà eu lieu à l'Académie d'Études Économiques de Bucarest (Cilianu-Lascu – Tremblay, 2011) et a porté ses fruits dans notre recherche scientifique (Cilianu-Lascu, 2012).

Les prises de parole, au moins 20 *interventions*, ainsi que les conclusions des Tables rondes feront l'objet d'un rapport que les organisateurs soumettront à la direction de leurs universités et à la direction des entreprises représentées.

7. *Le Colloque international* « La formation aux savoir-faire académiques et professionnels dans le réseau des filières francophones en Europe Centrale et orientale » vise à faire de la communauté scientifique francophone de la région une référence sur la scène internationale par la présentation d'au moins 12 communications scientifiques, rapports individuels et collectifs ou organisation d'ateliers. Les équipes mixtes constituées par domaine disciplinaire ou interdisciplinaire présenteront un rapport lors du colloque international de clôture du projet.

La publication des actes du colloque fera connaître les résultats de la recherche applicative, des stages de formation et de la coopération scientifique des deux années du projet à la communauté académique des pays de la région tout comme aux pays avec lesquels nos universités ont des partenariats internationaux dans toute l'Europe.

2.4. Impact des résultats attendus

1. Les résultats des activités prévues dans le projet auront un impact direct sur réalisation des objectifs généraux et spécifiques du projet qui pourra nous donner les moyens d'une *réforme profonde* du dispositif de formation des filières francophones en économie en relation directe avec la

réforme conceptuelle de l'enseignement européen moyennant les langues étrangères en rapport avec les disciplines non linguistiques.

Dans ce contexte, nos cours de français auront des objectifs plus complexes que par le passé:

- des *objectifs langagiers* en vue de faire acquérir les différents savoir-faire et savoir-communiquer par une *approche pragma-linguistique délinéarisée*;
- des *objectifs formatifs* afin de faire apprendre à apprendre et d'enrichir le savoir cognitif de nos étudiants en éduquant leurs savoir-être et leurs savoir-agir.

Un élément essentiel de la réforme envisagée consiste dans la conception des rapports étroits de *nature cognitive, comportementale et langagière* entre les démarches d'acquisition des *compétences académiques et professionnelles dans une perspective communicative et actionnelle de l'emploi de la langue étrangère*.

Le nouveau paradigme exige des efforts *d'adaptation tant pour les enseignants de français et des disciplines économiques, que pour les étudiants qui doivent changer de mentalité*. Entre autres, cette nouvelle conception aide nos étudiants à *réinvestir les démarches d'apprentissage acquises dans d'autres situations de formation similaires*, ce qui est d'ailleurs une des clés de la réussite professionnelle.

De toute façon, *la formation de FOS et de FOU ne se substitue pas à ce que serait une formation dans la discipline* (Parpette, Mangiante, 2004). La réussite de la formation exige des *mesures d'accompagnement par les disciplines et non pas par les seuls enseignants de langue*. Dans ce but, les résultats du projet auront un impact direct sur *l'institutionnalisation de la collaboration interdisciplinaire pour la pédagogie par tâches et la pédagogie des projets communs*.

2. Les résultats obtenus après les étapes d'analyse, de design, de développement et d'implantation contribuent

- à *l'adaptation des formations existantes au contexte local et régional et aux nouveaux acquis* en sciences du langage, communication, socio-psychologie, pédagogie, didactique des langues de spécialité :
 - référentiel commun des différentes disciplines des curricula ;

- contenus à enseigner par discipline avec la prise en compte du transdisciplinaire pour la cohérence et la cohésion de l'ensemble de la formation ;
 - savoirs, savoir-faire, savoir-apprendre, savoir-vivre en contexte multiculturel et plurilingue ;
 - stratégies et techniques d'enseignement communes à toutes les disciplines mais aussi par groupes de disciplines et même par discipline selon la formation en FOS et/ou en FOU
 - élaboration d'une série de matériels performants
 - nouvelles stratégies d'évaluation
- *au renforcement de l'attractivité des formations par*
 - les performances d'une nouvelle qualité de la formation ;
 - la mise en réseau les filières existantes ;
 - l'amélioration des masters existants et l'effort de développement d'un master régional francophone visant la communication professionnelle en français.

Les masters contribueront à *élargir le public-cible des formations francophones interdisciplinaires*, ce qui correspond à un *besoin réel de formation* après licence des diplômés des facultés des langues étrangères et d'un bon nombre de jeunes professionnels des entreprises, ayant des projets de carrière en Gestion des ressources humaines et en Communication d'entreprise, domaines clés du développement des entreprises de la région selon les principes d'un management moderne et performant.

- *aux efforts de création d'une nouvelle filière francophone à l'Université de Bălți*, université en plein développement qui désire élargir son offre de formation et entrer dans le circuit des institutions supérieures à haut rendement de formation et de recherche francophones.

La présence dans le projet de partenaires autres que les universités a un impact important sur *le renforcement des liens avec le marché du travail et sur l'adaptation des filières pour mieux répondre à l'évolution de l'environnement socio-économique* par:

- la présence des professionnels des entreprises aux tables rondes prévues dans le projet ;
- l'intervention directe de certains professionnels dans le processus d'enseignement en tant que tel ;

- les rencontres périodiques au Lectorat français entre les professionnels et les étudiants en collaboration avec les enseignants et les lecteurs français;
- les *stages professionnels* de nos étudiants dans les entreprises partenaires.

3. Les résultats des activités destinées à atteindre les objectifs spécifiques du projet sur les établissements membres qui correspond aux exigences des trois objectifs stratégiques de l'AUF ci-dessus ont un impact direct sur :

- le développement qualitatif des stratégies de développement des universités partenaires ;

- *la formation et la consolidation d'équipes interdisciplinaires transfrontalières* aptes à collaborer et à faire connaître et valoir les résultats de leur travail individuel et d'équipe par la qualité des matériels didactiques réalisés et sur les stratégies d'enseignement utilisées. Le renforcement des capacités des équipes *d'enseignants-chercheurs* contribuent *d'une manière efficace à l'harmonisation des méthodes et des contenus et au partage d'outils et de documents de référence communs.*

- *les enseignants, les chercheurs, les experts et les professionnels, acteurs du développement* de chaque université impliqués dans ce projet, mettront leur travail au bénéfice de la collaboration intersectorielle et transfrontalière, ce qui représente un gage pour l'impact ultérieur des résultats du projet sur l'activité des filières francophones et *fait de la communauté scientifique francophone de la région une référence sur la scène internationale.*

2.5. Calendrier des activités

Le calendrier des activités correspond aux objectifs partiels fixés pour chaque période, à part les réunions de pilotage qui ont été réparties sur les 24 mois pour assurer la gestion efficace du projet.

La première année est destinée prioritairement à la formation des formateurs et aux bourses de perfectionnement pour assurer une bonne base de départ aux missions de coopération scientifique et surtout aux activités d'élaboration et de publication de matériels didactiques, prévues logiquement pendant la dernière étape du projet, après la formation et la constitution des équipes interdisciplinaires transfrontalières.

Les tables rondes dont l'objectif est de favoriser le dialogue constructif entre le milieu académique et le milieu entrepreneurial sont organisées surtout pendant la première année pour tenir compte des *conclusions des débats* lors des réunions de coopération scientifique pour l'harmonisation des contenus et des méthodes d'enseignement et l'élaboration des cours prévues en deuxième année.

Les mobilités des étudiants sont organisées surtout à la fin de la première année et en deuxième année *lorsque nos enseignants auront déjà bénéficié des stages de formation en FOS/FOU de la première période.*

Le colloque scientifique international est prévu en tant que corollaire des résultats du projet de par ses objectifs et son programme, fruit des deux années de formation, coopération, perfectionnement.

Pour établir le calendrier des activités, nous avons tenu compte d'une répartition équilibrée des activités dans tous les centres du consortium et de la participation réciproque des membres de l'équipe du projet aux activités prévues dans les autres centres.

2.6. Gestion du projet

2.6.1. Gestion des ressources humaines

Pour atteindre les objectifs du projet, après avoir analysé l'état des lieux et établi le diagnostic préliminaire, le choix des partenaires a été une étape décisive :

- d'une part, les partenaires académiques ont été choisis selon trois critères : des filières francophones en économie en Europe Centrale et Orientale (ASE Bucarest, ASEM Chişinău, Faculté d'Economie et de Finances de Saint Pétersbourg) et correspondant aux conditions de l'Appel ; des universités plus jeunes ayant des ambitions de développement par la création d'une filière francophone (Université de Bălţi) ; une université de France ayant des formations, y compris de spécialistes/experts en FOS/FOU ;

- d'autre part, nos autres partenaires représentent des institutions avec lesquelles nous avons déjà des partenariats comme la Délégation Wallonie-Bruxelles à Bucarest, la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris, l'Association des professeurs de français de Russie qui s'intéressent à ce type de projets, et des entreprises comme : Apa Nova Véolia, BRD-Groupe Société Générale, Mediapost Hit Mail, Human Respect Solutions, Franco-jobs.com qui ont participé depuis plus ou moins longtemps à nos

projets professionnels et qui ont offert *des stages* à nos meilleurs étudiants. Ultérieurement, l'Institut français de Bucarest est devenu aussi notre partenaire à la suite d'un accord avec l'Académie d'Etudes Economiques et s'est impliqué dans les activités du projet.

Les institutions et les entreprises impliquées dans le projet seront représentées et dans le comité de pilotage, participeront aux réunions de coopération et aux tables rondes, accueilleront nos étudiants en stages professionnels et faciliteront le dialogue entre les étudiants francophones et les recruteurs pour les conseiller dans leur future carrière et les aider à mieux appréhender la réalité des professions, du marché de l'emploi, et les guider dans leur orientation pour qu'ils soient adéquats aux besoins de recrutement des entreprises.

La composition, les rôles des membres de l'équipe de projet et du comité de pilotage ainsi que l'implication institutionnelle de tous ces facteurs dans le déroulement du projet sont conçus comme suit :

- L'Académie d'Études Économiques de Buarest assure la coordination générale du projet, contribue directement à la cohésion de l'équipe de projet par la répartition efficace des tâches et la création d'une bonne ambiance de travail, et à la cohérence des activités et des prises de décision dans le cadre du comité de pilotage. Elle réalise une communication permanente avec tous les facteurs impliqués : AUF, universités, institutions et entreprises partenaires pour réaliser un dialogue fructueux, et rédige les rapports d'expertise pour chaque étape du projet. En tant qu'institution porteuse du projet, elle organise les stages de formation des enseignants de français et des disciplines non-linguistiques, deux Tables rondes et le Colloque international auxquels participent des représentants de toutes les universités partenaires.

- L'Académie des Etudes Economiques de Moldovie et l'Université d'Etat d'Economie et de Finances de Saint-Petersbourg, qui ont déjà des filières francophones, sont censées coordonner l'organisation du stage de formation et de la table ronde qui se dérouleront dans leur université, renforcer le dialogue avec le milieu francophone des affaires de leur pays, contribuer à l'harmonisation des curricula, des stratégies et des méthodes d'enseignement/apprentissage/évaluation des filières francophones du consortium, faire partie des équipes interdisciplinaires qui élaboreront les outils didactiques prévus, assurer la participation de leurs représentants aux activités communes.

- L'Université d'Etat « Alecu Russo » de Bălți participera à toutes les activités communes et fera l'effort de perfectionner ses ressources humaines en vue d'une future filière francophone.

- L'université d'Artois organisera les missions de coopération scientifique de l'équipe du projet et participera à la prise de décision quant aux curricula, aux activités interdisciplinaires et intersectorielles, à l'interface avec les partenaires nationaux et internationaux et à l'élaboration des articles scientifiques et des outils didactiques prévus dans le projet. Les autres universités partenaires bénéficieront donc de l'expérience institutionnelle et des savoirs et des savoir-faire en FOS et en FOU des experts de l'Université d'Artois qui seront les principaux formateurs dans les stages de formation.

Les universités partenaires disposent d'un grand nombre d'enseignants-chercheurs de générations et de formations différentes qui font partie des départements des disciplines économiques et des départements de français, dispensent des cours et fournissent un travail de recherche appliquée à l'enseignement dans les filières francophones. Ceux-ci seront impliqués dans les différentes activités du projet.

Les enseignants-chercheurs dans le domaine du FOU et de tous les domaines de la linguistique appliquée à l'enseignement, spécialisés en communication des affaires, études interculturelles, traduction et terminologie économique collaboreront avec les enseignants-chercheurs en économie, spécialisés en management, administration des affaires, économie d'entreprise, économie mondiale et relations économiques internationales, marketing et sociologie, etc. pour améliorer les curricula et élaboration les matériels didactiques prévus.

Les responsables académiques des universités de la région et aussi ceux de l'Université d'Artois mettront en place des voies de communication efficaces avec les facteurs de décision de leurs institutions et contribueront à l'évaluation continue des résultats.

2.6.2. *Gestion des ressources financières*

Les ressources financières à utiliser pour la mise en place de ce projet ont tenu compte de plusieurs critères :

- la complexité des objectifs stratégiques, généraux et spécifiques à partir des besoins de développement et de renforcement des filières francophones en économie des universités partenariare;

- le nombre des partenaires, et par conséquent, activités et nombre de bénéficiaires à envisager pour des universités selon des principes communs d'équilibre des bénéfices à tirer ;

- diversité et utilité de toutes les activités.

A part le soutien financier de l'AUF, la contribution des universités aux dépenses, et des autres partenaires qui participeront aux frais d'organisation de certaines activités constitue un élément important de notre *partenariat multisectoriel* et un *apport au co-financement du projet*.

2.6.3. *Gestion des ressources matérielles*

Les progrès des vingt dernières années de la base matérielle et de l'infrastructure de universités partenaires grâce à de nombreux investissements et aux stratégies modernes de développement (comme l'attestent les sections respectives des sites de ces universités : www.ase.ro, www.ase.md, <http://www.ifl.finec.ru>, <http://www.univ-artois.fr/>, www.infocompanies.com/Universitatea-de-Stat-Alecu-Russo, disposent des éléments matériels nécessaires au bon fonctionnement des activités qui se dérouleront chez eux : salles de classe, amphithéâtres, laboratoires de langues et d'informatique, matériels audio-visuels et multi-média, réseaux internet performants, équipement de vidéoconférence, centres de ressources documentaires, bibliothèques de profil, lectorat français.

Les représentants académiques des universités partenaires ont été habilités par leurs institutions d'engager les ressources matérielles et d'infrastructure ci-dessus en vue du bon déroulement des activités du projet.

En même temps, ces universités disposent de possibilités d'hébergement et de restauration dans leurs résidences universitaires dont pourront bénéficier dans les conditions du contrat à conclure les enseignants-chercheurs et les étudiants impliqués dans les mobilités, missions de coopération, bourses de perfectionnement, etc. D'ailleurs, lors de réunions à distance des membres de projet, les responsables académiques ont présenté tous les détails des opportunités que leurs universités sont prêtes à offrir afin de faire aboutir notre projet.

3. Risques, évaluation et valorisation

3.1. Risques

▪ La complexité des objectifs, le nombre des partenaires provenant de quatre pays dont quatre de la région, la durée du projet et les ressources matérielles impliquées représentent certains risques et dangers quant à la réussite totale de notre démarche. Ces risques peuvent être réduits grâce :

- à une conception réaliste et pragmatique de la gestion du projet ;
- aux compétences complémentaires, à l'expérience très riche et aux capacités de communication entre les membres de l'équipe du projet basées sur leur personnalité et surtout sur la tradition de leurs relations réciproques ;
- à des prises de décision efficaces en vue d'établir la hiérarchie des objectifs généraux et spécifiques au fur et à mesure du déroulement du projet selon les résultats de chaque activité ;
- à l'efficacité des réunions de pilotage et à l'emploi des différents types de communication entre les membres du projet en présence et/ou à distance (courriel, vidéoconférences, téléphones) pour régler en temps utile les problèmes de nature différente qui peuvent survenir (incompréhension, malentendus, défaillance de l'un des membres des équipes) ou les besoins des échanges d'opinions afin d'atteindre les indicateurs de performance du projet ;
- à la capacité d'adaptation des démarches à suivre par l'équipe du projet en fonction des évaluations périodiques réalisées lors des réunions de pilotage ;
- à la recherche de nouvelles sources de co-financement par l'élargissement des partenariats avec le milieu des affaires.
- Le calendrier des activités de la première année représente des prémices optimistes pour la deuxième année dont les activités profiteront de la bonne utilisation des résultats de la première année pour l'élaboration des matériels didactiques communs, des rapports scientifiques et des recherches individuelles à valoriser lors du colloque scientifique de clôture.

En plus, pour pallier à une certaine précarité des moyens financiers par rapport aux objectifs du projet et au nombre des partenaire du consortium, et pour accroître le rapport *coût-efficacité* du projet, nous avons

prévu plusieurs types d'activités organisées dans une certaine université, à tour de rôle, en réunissant ainsi le plus de participants impliqués dans la même période dans le but d' *économiser les frais de transport supplémentaires* et pour *faire bénéficier des mobilités enseignants et étudiants, des stages de perfectionnement et des missions de coopération scientifique le plus de personnes de chaque université selon ses besoins et sa contribution au projet.*

Pourtant, la conscience des risques de ne pas mener à bonne fin certains des objectifs des missions de coopération scientifique à cause du nombre réduit de rencontres et de la durée assez courte de mise en place des objectifs d'élaboration des outils didactiques prévus nous fait penser à *un nouveau projet* et à *de nouvelles sources de co-financement* afin de *continuer la collaboration des filières en économie* au-delà du projet actuel.

▪ Dans les conditions d'une dynamique rapide et quelquefois imprévisible des besoins du marché du travail, les filières francophones se trouvent exposées à des risques de diminution du nombre des candidats, à des changements continus du public cible du point de vue de ses besoins de formations, motivations, attentes, niveau de connaissances générales et linguistiques en français au début de la scolarité universitaire. En atteignant les objectifs spécifiques de notre projet, *l'offre de formation des filières deviendra plus attractive par la qualité de la formation et surtout par des possibilités de débouchés sur le marché du travail grâce aux performances accrues de nos diplômés et au renforcement des relations entre le milieu universitaire et le milieu entrepreneurial.*

Pour réaliser *les indicateurs qualitatifs de performance* de notre projet, vu le niveau très hétérogène et de plus en plus faible de connaissance du français, il est nécessaire de trouver des moyens de financement supplémentaires, qui ne peuvent pas être prévus dans ce projet, pour *mettre en place des sessions de mise à niveau et/ou de renforcement des compétences linguistiques des étudiants.*

En même temps, de nouvelles activités francophones et des stages de français pour les professeurs des disciplines non linguistiques sont à prévoir afin de renforcer le stage FOU prévu pour eux dans le projet et d'améliorer ainsi leurs compétences de communication professionnelle en français.

▪ Un des risques majeurs d'un projet visant une *réforme conceptuelle et méthodologique de l'enseignement économique en français* dans nos pays est la difficulté de *décloisonner les barrières psychologiques et bureaucratiques* entre les différents milieux concernés (entrepreneurial, administratif,

académique) et de vaincre la résistance aux changements de tous les facteurs impliqués: institutions, enseignants-chercheurs de tout bord, étudiants, professionnels des entreprises.

Toutes les activités du projet soutiennent notre forte volonté de *changement réel des mentalités et des comportements* car, en dépit de tous les obstacles, les enjeux de ce projet nous obligent à consolider les moyens humains, financiers et technologiques offerts par les *partenariats multisectoriels* (recherche - enseignement, administration, secteur privé des entreprises) et les *partenariats multilingues* et à persévérer dans notre détermination à contribuer par la mise en oeuvre de ce type de projet à la *réussite économique des entreprises de nos pays*.

3.2. Processus d'évaluation

Les résultats des activités du projet et l'impact des résultats attendus prennent en compte une évaluation prévisionnelle des indicateurs de performance et l'analyse des risques et des écarts possibles, les facteurs qui pourraient les réduire et les mesures correctives éventuelles proposées, nous reconfortent dans l'idée que *les évaluations intermédiaires qui feront l'objet de l'analyse des résultats partiels lors de chacune des réunions de pilotage* ne révélera pas des écarts importants par rapport aux écarts possibles conçus dans la phase initiale du projet.

Les formes d'évaluation du projet seront différentes selon les activités concernées:

- Les réunions de pilotage feront une évaluation des activités prévues à la fin de chaque étape et décideront des mesures correctives par rapport aux résultats.
- Les réponses aux questionnaires d'évaluation des participants aux stages de formation des formateurs par rapport à leurs besoins et à leurs attentes tout comme les rapports des formateurs seront utilisées dans l'organisation des stages ultérieurs.
- La collecte des données authentiques audio-visuelles par les étudiants du Master FLE de l'Université d'Artois sera évaluée par les concepteurs des matériels didactiques et déterminera des changements opérationnels dans leur travail.
- Des expérimentations ponctuelles des fiches pédagogiques au fur et à mesure de leur élaboration effectuées en classe par les équipes d'enseignants-chercheurs représenteront une source d'évaluation essentielle

de la démarche scientifique utilisée et de la qualité des activités à accomplir proposées aux étudiants.

- La qualité des matériels didactiques réalisés par les équipes des universités de la région sera validée par l'équipe d'enseignants-chercheurs de l'Université d'Artois qui détient l'expertise nécessaire dans le domaine du projet.

- Les contributions au Colloque de clôture du projet seront évaluées par le comité scientifique et par le comité de lecture en vue de leur publication.

Pour ne pas enregistrer des écarts significatifs entre *l'évaluation prévisionnelle* et les *évaluations intermédiaires* et surtout *l'évaluation finale* par rapport à, une série de mesures s'imposent dans le travail de gestion du projet :

- une répartition équitable et correcte des responsabilités des membres de l'équipe du projet ;

- une analyse réaliste des points forts et des points faibles des différentes parties du projet (opportunités à relever, difficultés à prendre en considération) lors de la première réunion de pilotage ;

- une collaboration réelle et constructive et une communication efficace et permanente entre les membres de l'équipe du projet et tous les facteurs impliqués ;

- des décisions justes de mesures correctives se révélant nécessaires lorsque nous constaterons des écarts par rapport aux indicateurs prévus, avec une réorientation éventuelle des activités pour l'étape suivante du projet ;

- un examen circonstancié du bilan de chaque type d'activité du projet pour estimer les indicateurs quantitatifs réalisés et évaluer la qualité des performances des indicateurs non quantitatifs ;

- un contrôle financier rigoureux .

Compte tenu des enjeux du projet et des risques encourus, *une équipe d'audit* comprenant un membre de chaque équipe des universités partenaires sera constituée afin de collaborer étroitement avec le coordinateur du projet et avec tous les membres de l'équipe du projet, mais aussi avec les responsables de l'institution porteuse et des institutions partenaires. Toutes ces mesures et ces précautions représentent des garanties de sorte que le suivi et l'évaluation du projet assurés par le Bureau Europe centrale et orientale, en relation avec les experts selon leurs domaines de spécialité et la Commission régionale d'experts correspondent

à nos exigences de qualité et surtout aux exigences de nos évaluateurs externes.

3.3. Stratégies de valorisation

Chaque activité prévue dans le projet sera valorisée pendant et après le déroulement du projet d'une façon spécifique :

- la qualité de la collaboration dans les réunions de pilotage sera profitable aux différentes étapes d'évaluation du projet;
- la collaboration avec les experts en FOS/FOU de l'Université d'Artois ayant des *expériences de formation complémentaires* à celles des enseignants-chercheurs de la région sera valorisée par la prise en considération d'*échanges permanents de missions de formation ou de recherche afin d'élaborer des projets de formation et des activités didactiques en commun* ;
- l'élaboration du référentiel commun des différentes disciplines des curricula constituera une base commune de départ pour tout le processus d'enseignement/apprentissage mais aussi d'évaluation au niveau des paramètres européens et sera valorisée en vue de l'harmonisation de cette offre de formation en économie;
- les contenus à enseigner par discipline avec la prise en compte du transdisciplinaire pour la cohérence et la cohésion de l'ensemble de la formation ;
- les missions de coopération seront valorisées dans différents domaines moins développés au niveau institutionnel dans certaines de nos universités, par exemple les cours et les ateliers de terminologie économique, de management du changement, etc. ;
- la publication des résultats de la recherche appliquée au FOS/FOU et des outils didactiques sera profitable non seulement aux filières partenaires mais aussi aux autres filières francophones en économie de nos pays avec lesquelles nous nous proposons d'élargir notre collaboration en vue du renforcement de la visibilité nationale et internationale de nos dispositifs de formation ;
- les savoir et les savoir-faire acquis lors des stages de formation seront démultipliés dans chacune de nos universités et de nos pays, par de nouveaux stages de formations de formateurs animés par les nouveaux formés, augmentant ainsi le degré d'efficacité du projet par rapport aux coûts ;
- les rencontres entre les étudiants et avec leurs professeurs autour de leurs remarques à la suite de leurs mobilités universitaires

contribueront à l'impact des résultats sur un plus grand nombre de bénéficiaires.

Nous avons conçu aussi une stratégie de mise en valeur des bénéfices de chaque activité au fur et à mesure qu'elle se déroule.

Les partenariats avec le milieu entrepreneurial francophone auront un impact décisif sur l'adaptation efficace des stratégies des universités aux exigences du marché et pourront déboucher sur les études circonstanciées à conséquences importantes pour l'avenir des économies de la région. *Le partenariat média avec la RFI constituera aussi des opportunités de mise en valeur des résultats en vue de les faire connaître et d'accroître l'attractivité des filières au niveau national et international.*

Le développement de la *recherche appliquée* supposera l'implication *des étudiants dans des projets intégrés*, où étudiants, jeunes enseignants-chercheurs et experts, personnalités confirmées des domaines concernés travailleront en équipe pour une formation plus performante.

La valorisation efficace des résultats pourra contribuer à l'amélioration *des politiques linguistiques des universités et des entreprises.*

4. Éléments de pérennisation et perspectives

Toutes les stratégies de valorisation ci-dessus visent la pérennisation des résultats de ce projet, stratégies auxquelles il faudra ajouter:

➤ *le changement des curricula, des stratégies et des méthodes d'enseignement/apprentissage ;*

➤ *le renforcement des filières francophones aura un impact à court, à moyen et à long terme sur l'attractivité de ces formations par la pérennisation des acquis, savoir et savoir-faire en FOS/FOU, des enseignants-chercheurs ;*

➤ *la collaboration interdisciplinaire, intersectorielle et transfrontalière dont on démontrera l'efficacité par les résultats du projet pourra devenir une stratégie permanente de gestion des filières en économie ;*

➤ *les tables rondes et les colloques internationaux en FOS/FOU dans notre consortium seront prévus d'une manière périodique ;*

➤ *le développement du dialogue avec le milieu entrepreneurial représente un des défis de ce projet et une manière pragmatique de contribuer au progrès des économies et des mentalités.*

Les efforts de constitution de "cellules" de *ressources humaines, matérielles, documentaires* à mettre en commun continueront dans le cadre

des universités partenaires en tant que consortium qui a déjà prévu déjà des voies d'élargir et de continuer ce projet.

De cette façon, ce que nous pourrons réaliser pendant les deux années d'activités de formation et de collaboration représentera un garantie pour répondre aux défis des changements permanents de l'environnement socio-économique et culturel. L'efficacité et l'efficience des filières francophones impliquent la responsabilité partagée de chaque acteur impliqué : l'institution de formation, les enseignants et les étudiants au niveau local, mais aussi la collaboration nationale et internationale. Par ces stratégies, nous pourrons renforcer le *rôle de la diversité linguistique dans la formation de la jeunesse européenne et mondiale où chacun essaie d'apprendre la langue de l'autre, mais surtout à être vraiment compétent et compétitif dans sa profession tout en employant le français comme passeport de sa carrière professionnelle.*

5. Conclusion

Les articles de ce numéro représentent les communications présentées dans le cadre des Axes 4 et 5 du Colloque international « **La formation aux savoir-faire académiques et professionnels dans le réseau des filières francophones en Europe Centrale et Orientale** » tenu à Bucarest à la fin du projet. Nous avons inclus aussi dans ce numéro un résumé des discussions portées lors de la Table ronde „**Pérennisation des résultats du projet**” organisée à la fin du Colloque. Dans la partie MISCELLANEA de ce numéro, nous avons fait une présentation des travaux du Symposium « Le Français sur Objectif Universitaire, entre apports théoriques et pratiques de terrain », organisé par nos partenaires, l'Université d'Artois, en février 2014, et auquel l'équipe du projet a participé, ce qui a représenté des échanges scientifiques et méthodologiques extrêmement utiles au déroulement de notre travail. La présentation d'un des livres essentiels pour l'enseignement du FOU, *Réussir ses études d'Economie-Gestion en français*, élaboré par Chantal Parpette et Julie Stauber, et du *Manuel de langue française pour les sciences et les métiers de la santé*, élaboré par Ana Coiug et Sophie Le Gal dans le cadre d'un autre projet financé par l'AUF, ainsi qu'un bref examen du numéro spécial de la revue *Le Français dans le monde* de janvier 2010 intitulé « Faire des études supérieures en langue française », nous ont paru importants pour le thème abordé par ce numéro de Dialogos, tout comme une Bibliographie du domaine, nécessaire à tout chercheur désireux d'entreprendre des

recherches dans le domaine du FOS et du FOU. Enfin, le contenu du présent numéro de la revue Dialogos représente la continuation du numéro 30, en tant que deuxième volume des Actes du Colloque de clôture de notre projet.

Références bibliographiques

1. AUF, Bureau Europe Centrale et Orientale (2012) – Appel à projets à la formation francophone, <http://www.auf.org/bureau-europe-centrale-et-orientale/appels-offre-regionales/appel-projets-de-soutien-la-formation-francophone/>
2. CELAN – *Language Strategies and Competitiveness and Employability* (<http://www.celan-platform.eu/>)
3. CILIANU- LASCU, Corina (2012) – *Descriptif du projet*, dossier de candidature à l'Appel à projets, AUF, non-publié
4. CILIANU-LASCU, Corina (2012) - „Pour une nouvelle offre de formation plurilingue et multiculturelle à partir des besoins langagiers des entreprises – en marge du Projet européen CELAN (Languages for Competitiveness and Employment) », International Conference on Languages for Specific Purposes and Teacher Development, Languages for Business and Career Development, The quality Dimension, Bucharest, 27-44.
5. CILIANU-LASCU, Corina, TREMBLAY, Christian (2011) - « Le rôle des politiques linguistiques dans la performance des entreprises : plurilinguisme et terminologie, deux enjeux majeurs », *Buletin științific, La formation en terminologie*, Actes de la Conférence Internationale 3-4 novembre 2011, Association européenne de terminologie, Editura ASE, București, 426-441.
6. CILIANU-LASCU, Corina (2010) - « Pour une réforme de l'enseignement/ apprentissage du français dans les filières francophones en économie », in Actes du 7^e Congrès Panhellénique et International des Professeurs de Français *Communiquer, Echanger, Collaborer en français dans l'espace méditerranéen et balkanique*, Athènes, 21-24 octobre 2010, 159-168.
7. CILIANU-LASCU, Corina, IVANCIU, Nina, LORENTZ, Maria Antoaneta, VASILIU, Deliana (2009) - « À l'écoute des besoins

- langagiers et culturels en français spécialisé», 2e Assises européennes du plurilinguisme, Berlin, 2009 (http://plurilinguisme.europe-avenir.com/index.php?option=com_content&task)
8. CILIANU- LASCU, Corina, LORENTZ, Maria Antoaneta, VASILIU, Deliana (2011) - « Conception et gestion d'un cours en ligne de français des affaires pour le présentiel réduit à l'université », Actes du 2^e Congrès européen de la FIPF – « Vers l'éducation plurilingue en Europe avec le français – De la diversité à la synergie », Volume I, FIPF 2013, 213-226 (<http://prague2011.fipf.org/>)
 9. CONSEIL DE L'EUROPE - Conseil de la Coopération Culturelle – Comité de l'Education (2001) - « Apprentissage des langues et citoyenneté européenne », *Un Cadre Européen Commun de Référence pour les Langues : apprendre, enseigner, évaluer*, Division des Langues Vivantes, Strasbourg, Paris : Les Editions Didier.
 10. DEFAYS, J.-M. (2003) - *Le français langue étrangère et seconde – enseignement et apprentissage*, Mardaga.
 11. EUCA. CELAN (2011) - Network Project: D1.2 *Business Sector Reports on Companies' language needs - Retail & Distribution and Other Services sectors*. http://www.celan-platform.eu/assets/files/D1.3-Business_Needs_Report-Final.pdf (consulté le 28 février 2015)